

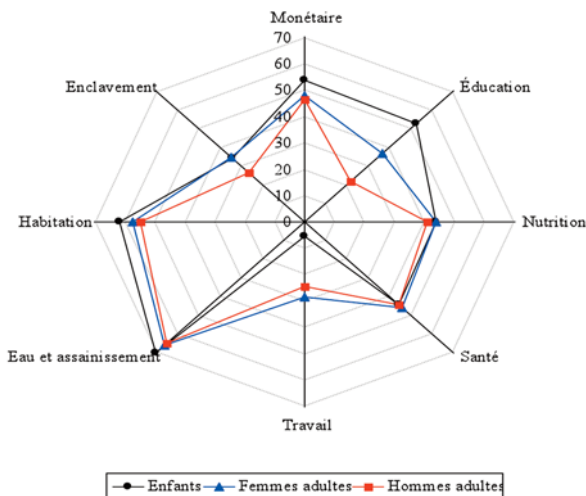
# Renforcer la protection sociale des enfants.

## Une approche stratégique pour le Congo

### Faits essentiels sur la situation sociale

- 51% des congolais disposent de moins de 500 FCFA par jour pour vivre
- 54% des enfants sont pauvres
- Perception croissante de la pauvreté en terme de privations
- La pauvreté affecte les enfants selon des dimensions multiples

#### Incidence de la pauvreté selon les dimensions



Source : Etude Multidimensionnelle sur la pauvreté des enfants et des femmes au Congo, 2007



République du Congo



## > Problème

La protection sociale est fondée sur la notion de solidarité nationale. C'est la protection contre de nombreux risques sociaux auxquels sont exposées les populations les plus vulnérables, exposées à l'exclusion et à la pauvreté.

Le Congo n'a pas un véritable système de protection sociale. Seuls les mécanismes de solidarité familiale et des réseaux de solidarité traditionnelle sont fonctionnels (39% des ménages sont receveurs nets de transferts privés venant d'autres ménages). De plus, de nombreux enfants n'ont pas accès aux services sociaux de base.

### Principales causes

- Absence de développement économique effectif et durable ;
- Absence d'un cadre global de protection sociale et de réglementation ;
- Manque de financement pour le secteur social (0,34% du budget consacré à l'action sociale).

### Conséquences

- Déni des droits fondamentaux ;
- Opportunité manquée en termes de développement humain, économique et social ;
- Persistance et accroissement des inégalités et des disparités et risque d'instabilité sociale.



## > Stratégies

Le Congo a adhéré à l'initiative de l'Union Africaine, "Investir dans la protection sociale en Afrique". Le cadre stratégique, les interventions et les financements du système de protection sociale au Congo sont en cours de révision.

En novembre 2008, s'est tenu à Brazzaville un atelier national sur la protection sociale qui a permis d'affiner les stratégies de réduction de la pauvreté centrées sur l'enfant et a recommandé de :

1. Mettre en place une allocation familiale universelle pour les enfants ;
2. Créer une assurance maladie universelle ;
3. Assurer les soins de santé gratuits à tous les enfants vulnérables ;
4. Rendre effective la gratuité de l'enseignement primaire ;
5. Mettre en place un comité intersectoriel de l'enfance vulnérable ;
6. Elaborer un plan d'action pour opérationnaliser le cadre stratégique national en faveur de l'enfance vulnérable.

Investir dans le capital humain se traduit par une baisse des coûts pour la société et par une amélioration de la productivité, donc un progrès économique et social et l'éradication de l'extrême pauvreté.



## > Interventions

Réduire la pauvreté des enfants, en particulier dans les dimensions, monétaire, santé, nutrition et éducation, diminue la probabilité pour les enfants de demeurer pauvres à l'âge adulte, ainsi que de transmettre cette pauvreté à la prochaine génération.

Des solutions efficaces et efficientes existent.

1. **Le paquet éducatif gratuit** pour les enfants de 6 à 14 ans.

- Matériel scolaire (fournitures, manuels, uniforme) ;
- Suppression des frais d'inscription ;
- Des enseignants bénévoles payés par l'Etat.

Cette option permet de réduire les frais des ménages, d'accroître les inscriptions et de stimuler la performance.

2. **Les allocations familiales** universelles ou ciblées. Elles visent à fournir un soutien financier pour diminuer et améliorer l'accès aux services sociaux de base. Elles peuvent être universelles ou ciblées sur les plus vulnérables.

3. **Le paquet essentiel** en santé gratuit pour les femmes enceintes et les enfants de moins de 5 ans. Ce sont les interventions qui visent à réduire la mortalité, notamment l'accouchement et la césarienne, la prévention et la prise en charge du paludisme, des infections respiratoires aiguës et des diarrhées. Cela réduit les dépenses en cas de maladie, augmente l'accès aux soins de santé, et augmente les revenus du fait des économies engendrées



## > Impact potentiel

Les coûts et les avantages de trois politiques spécifiques ont été simulés à l'échelle nationale en utilisant les données de l'ECOM et de l'EDS 2005.

### 1. Paquet éducatif gratuit

Catégorie	Coût unitaire mensuel (FCFA)	Impact	
		Réduction de la pauvreté monétaire	Réduction de la privation (après 5 ans)
Tous les enfants âgés de 6 à 14 ans du cycle primaire	1 678	1,7% par an	4,6% à 13,0%

### 2. Mécanisme d'allocations familiales

Catégorie	Coût unitaire mensuel (FCFA)		Impact	
	Allocation familiale universelle	Test d'éligibilité	Réduction de la pauvreté monétaire	Réduction de la privation en éducation
Parents ayant des enfants en âge scolaire	5 000		7,5%	2,90%
Ménages ayant un enfant et détectés comme pauvres		5 000	4,9%	2,60%

### 3. Paquet de services essentiels en santé gratuit

Catégorie	Coût unitaire mensuel (FCFA)	Impact
		Réduction de la privation en santé
Femmes enceintes	15 792	10% à 50%
Enfants de moins de 5 ans	7 410	

## > Financement

Le coût total d'une protection sociale des enfants représente moins de 4% du PIB.

### Coûts annuels des différentes options politiques

Option politique	Coût annuel	
	Milliards FCFA	% du PIB (2008)
Paquet éducatif gratuit	13,5 à 17,1	0,3% à 0,4%
Allocations familiales	45,5 à 91,8	1,0% à 2,0%
Paquet de services essentiels en santé gratuit	7,0 à 57,0	0,1% à 0,8%

### Sources de financement

- La part du budget national alloué aux services sociaux de base devrait passer de 12,5% actuels à au moins 20% ;
- Les allocations familiales pourraient être financées par le fonds de stabilisation sociale généré par les revenus pétroliers.

Pour réduire la pauvreté et réaliser des progrès significatifs pour l'atteinte des objectifs du millénaire, il faut mettre en place un système de protection sociale en faveur des populations les plus vulnérables, et en particulier les enfants.

